



CHAPITRE 118

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami demandent, par leur pétition, des pouvoirs plus étendus;

Que les commissaires sont d'avis qu'il est à propos de les indemniser pour le travail considérable nécessité par l'administration des écoles de la ville de Kénogami;

Qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans leur dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Changements autorisés.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), ladite commission aura la faculté, en tout temps durant l'année scolaire, de changer de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit.

Frais de représentation.

2. Nonobstant toutes les dispositions législatives inconciliables, les commissaires d'écoles recevront annuellement pour frais de représentation une somme de six cents dollars pour chacun des commissaires et douze cents dollars pour le président, à compter du 1er juillet 1954, rétroactivement.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 118

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the town of Kénogami, county of Chicoutimi

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the town of Kénogami pray, by their petition, for more extensive powers;

That the commissioners deem it expedient that they be indemnified for the considerable work entailed in administering the schools of the town of Kénogami;

That it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Changes authorized.

1. Notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59), the said commission shall have the right, at any time during the school year, to transfer any teacher from any class or school provided his salary be not reduced.

Entertainment expenses.

2. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the school commissioners shall receive annually for expenses a sum of six hundred dollars for each commissioner and twelve hundred dollars for the chairman, as from the 1st of July, 1954, retroactively.

Coming into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.